

La répression frappe même les élèves

Burundi Ils sont renvoyés ou arrêtés – voire pris pour cible – pour une photo griffonnée.

Les journalistes burundais s'inquiétaient du sort d'un des leurs, Egide Ndayisenga, travaillant pour Radio Bonesha FM, arrêté dimanche matin à Cibitoke (nord) par la police, puis remis au Service national de renseignement (SNR, qui dépend directement de la Présidence). Dans le même temps, d'autres nouvelles répandaient l'inquiétude sur le sort des élèves, victimes à leur tour de la répression.

Gribouillis sur des photos du Président

Selon SOS Médias Burundi (un collectif de journalistes burundais n'ayant pas fui la vague de répression qui frappe le Burundi depuis un an et travaillant dans la clandestinité), des agents du très redouté SNR ont interpellé vendredi dernier des élèves du Lycée communal de Muramviya (centre du pays). Huit d'entre eux ont été arrêtés (5 filles et 3 garçons) après une plainte de la direction de leur école au sujet de photos du président Pierre Nkurunziza recouvertes de gribouillis.

Le jour même, des centaines d'élèves descendent dans la rue pour récla-

mer la libération de leurs camarades. Des policiers et des agents de la garde du chef du SNR local tirent sur les enfants, blessant deux d'entre eux et un motard. Le lendemain, samedi, 11 élèves (six filles et cinq garçons), dont sept du Lycée communal et quatre d'une autre école sont inculpés par le procureur de la République d'outrage au chef de l'Etat et emprisonnés. Ils risquent 5 à 10 ans de prison.

Le gouverneur de la province a convoqué les parents d'élèves ce lundi.

300 élèves renvoyés de l'école

Le même type d'histoire avait été rapporté par le correspondant de l'AFP un peu plus tôt. Plus de 300 collégiens de 8^e année (14 à 16 ans) du Lycée communal de Ruziba 1, dans la périphérie de Bujumbura, ont ainsi été renvoyés de leur école le 27 mai lorsque la direction de l'école a découvert une photo du chef de l'Etat recouverte de griffonnages dans une quarantaine de manuels de sciences humaines utilisés par cinq classes. La direction ne les autorisera à reprendre les cours que lorsqu'ils auront dénoncé les auteurs des gribouillis, selon un parent d'élève. Des soldats sont venus fermer les classes de 8^e à clé et c'est le SNR, ici encore, qui "a pris l'affaire en main".

MFC (avec AFP)